

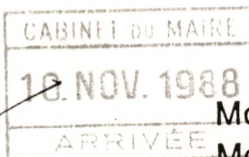
→ M. Pottrau

1

Discours P M

Pour Vendredi

Act



MEETING REFERENDUM MONTPELLIER  
mercredi 2 novembre 1988

Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le Maire de Montpellier,  
Monsieur le Président du Conseil Général,  
Mesdames, Messieurs,  
Mes chers amis,

La France, en Nouvelle Calédonie et pendant longtemps n'avait pas su éviter le temps du mépris.

Saurons-nous, dimanche prochain, fonder durablement un temps nouveau, celui de l'espoir?

Le temps du mépris rythma hélas trop longtemps nos relations avec cette grande île du Pacifique.

Deux communautés soudées par les mille liens de la vie quotidienne, se trouvaient en fait fondamentalement éloignées par un inacceptable système d'inégalités.

Tout les rapprochait, ces canaques et ces caldoches et tout cependant les destinait à s'opposer: La propriété de la terre, l'accès aux diplômes, l'exercice des hautes fonctions publiques.

Les uns ont bénéficié d'un système colonial particulièrement rude.

Pour les autres, il me suffira de rappeler une anecdote: En 1946 encore sous le règne du code de l'indigénat, le canon tonnait chaque soir à Nouméa pour rappeler aux canaques l'obligation qui leur était faite de quitter pour la nuit la ville blanche!

Ceux-là attendaient de la France qu'elle répare ces injustices. Même si depuis 40 ans la situation s'était améliorée, justice n'était pas faite en Nouvelle Calédonie.

Lentement, mais sans recours, la France avait laissé se développer les conditions objectives d'une explosion sociale. Bientôt les uns entrevirent dans

une copie de

B. Marret

l'indépendance, le moyen de surmonter injustices et inégalités grandissantes. Les autres, découvrirent dans le repli et l'égoïsme l'ultime façon de s'accrocher à un sol contesté.

Ce scénario des antagonismes, c'était à vingt années de distance, celui des grands drames de la décolonisation.

Mais en Nouvelle Calédonie, chaque communauté continuait, à sa façon, d'espérer dans la France. Jamais les ponts n'ont été totalement coupés. Et je rappelle qu'en 1983 à Nainvilles les Roches, déjà un accord avait été entrevu.

C'est de cette attente réciproque que naquit en 1985, sous le gouvernement de Laurent FABIUS, un premier plan de meilleur partage. On l'appela le plan Pisani. Et il contribua à un retour à la sagesse.

Il traçait le dessein d'un équilibre social et politique au travers d'un nouveau découpage territorial, et d'un projet économique, enfin attentifs aux préoccupations des canaques.

Ainsi, le territoire allait retrouver cohésion et fraternité, en même temps qu'égalité des chances et justice sociale.

C'en était trop manifestement pour l'équipe que Jacques CHIRAC mit en place aux DOM TOM dès son arrivée à Matignon. Un homme incarna la revanche et le retour au passé, M. PONS,

Très vite, il déchire le statut en vigueur. Il improvise un referendum dans des conditions inacceptables pour l'une des communautés. Après quelques mois la Calédonie s'enflamme.

L'affaire s'internationalise. La France en 1982 était félicitée à l'ONU pour l'abolition de la peine de mort et l'application par mon gouvernement des propositions présentées au pays par François MITTERRAND, et en vue de plus de justice et plus de respect des droits de l'homme.

En 1987, la France est condamnée par l'ONU comme l'est l'Afrique du Sud pour l'Apartheid et le Chili



pour la dictature. Quel voisinage!

Et l'on devait aller plus loin encore. En 1988, c'est l'affaire d'Ouvéa qui allait porter la tension à son paroxysme.

Ouvéa, crise née d'un crime, celui des gendarmes assassinés et prolongée d'une prise d'otages. Nous les avons condamnés avec la plus grande force.

Ouvéa, crise réprimée dans des conditions que nous n'avons pas acceptées et sur lesquelles nous nous sommes engagés à faire la lumière.

Mais Ouvéa surtout, affaire politique, utilisée passionnellement à des fins électorales.

Oui, quelques hommes en mai 1988, ont pris, vis à vis de la Nouvelle Calédonie, de bien graves et dramatiques responsabilités.

Dans ce Pacifique lointain, ils ont abusé scandaleusement de la campagne présidentielle. Nouméa était réduite dans leur esprit au seul enjeu d'une élection difficile.

Par leur fait, c'est la Nouvelle Calédonie toute entière qui était transformée en otage électoral.

Souvenez-vous de ces ultimes heures de la campagne présidentielle, de cette atmosphère lourde, comme s'il eut suffi d'une habileté pour faire basculer le cours des événements.

Ils allaient ainsi vers le pire.

leurs propos attisaient la fureur et ils le voulaient,

bientôt à Ouvéa le sang allait couler, et ils le savaient,

dans le sablier de la Nouvelle Calédonie, après le temps du mépris, commençait là-bas celui de la haine.

Ces dirigeants qui portent la responsabilité du chaos, viennent maintenant entraver le cours favorable des

événements Comment l'admettre ?

Ce tempo violent de la campagne référendaire, vous tous qui êtes dans cette salle, auriez souhaité l'éviter. Nous n'avons pas voulu de ce referendum pour croiser le fer ou rompre des lances. Nous l'avions rêvé comme une magnifique illustration de la France unie sur un thème qui le méritait.

Nous savons tous que la France est riche de sa générosité, qu'elle est forte de sa diversité, que son histoire la plus belle se confond avec celle des droits de l'homme et des citoyens.

Mais il fallait en Nouvelle Calédonie construire l'avenir sur un passé de sang et de haine.

De ces excès même, devaient naître la raison et une nouvelle prise de conscience.

L'attitude courageuse du Président de la République avait permis tout au long de 1987 et 1988 de maintenir les chances de la paix. Deux avertissements solennels en Conseil des Ministres, un dialogue jamais interrompu avec les deux communautés, la conscience qu'aucune solution ne jaillirait de la tension de la fureur, de la violence.

Au "je ne respecte pas M. TJIBAOU ", de M. CHIRAC, répondait la volonté de dialogue qui fut celle de François MITTERRAND tout au long des heures noires d'Ouvéa.

Mais on aurait pû cotoyer la paix sans jamais la rencontrer. Il fallut pour déboucher la décision d'hommes courageux conscients que la logique d'affrontements conduisait inexorablement à la guerre civile.

Ce pari, fut d'abord celui de deux hommes : M. LAFLEUR et M. TJIBAOU. Leur poignée de main symbolique a fait en un instant avancer la cause de la paix. Et je salue avec vous ce geste de solidarité et de générosité.

J'ai rencontré M. TJIBAOU, il m'a dit combien cette décision avait été murie, mais aussi combien elle avait été difficile. L'accord ce fut d'abord cet acte de responsabilité.

A l'évidence, la victoire de François MITTERRAND, le 8 mai, avait créé un fait politique nouveau devant lequel chacun s'est incliné. C'est dans ce contexte qu'ont pû être signés les accords de Matignon. En politique, un compromis de ce genre est rarement le fruit du hasard. Il est la conséquence à la fois d'une conjoncture favorable et d'une volonté nettement affirmée.

Michel ROCARD, dès son entrée en fonction réunit à Paris les représentants des deux communautés, et envoie à Nouméa la mission du dialogue conduite par Christian BLANC. Ainsi le Premier ministre prenait le risque de gagner. C'est dire qu'il prenait aussi celui d'échouer.

Cet accord, après l'embrasement de la violence, ce fut la victoire des hommes courageux. Ce fut aussi l'intelligence des progrès possibles contre l'aveuglement du laisser-faire des passions.

Mais alors, ce moment d'histoire est-il révolu ? L'oubli s'est-il définitivement substitué aux tensions. Avons-nous pour toujours engagé en Nouvelle Calédonie la chronique des temps nouveaux.?

Ils se tromperaient ceux qui considéreraient que l'apaisement s'apparente déjà à la paix. Le calme en Nouvelle Calédonie est fragile. Ouvéa a connu cette semaine des regains de tension. L'oeuvre de ces derniers mois peut à tout moment basculer dans une minute d'aveuglement.

L'importance du referendum auquel ce soir nous vous appelons à participer, tient à cette fragilité.

Ce sont les Calédoniens qui ont souhaité cette procédure. Après tant de statuts déchirés, après trop de reniements de la parole de la France, ils ont considéré que c'était à la Nation de s'exprimer.

Ces Caldoches et ces Canaques, que réclament-ils ? Un engagement solennel de l'ensemble des Français. Comment peuvent-ils admettre que l'un des grands partis français appelle à l'abstention ? Cet appel à la non participation qui émane du RPR va au-delà du mépris. Il est un véritable "dénî de démocratie". MM. LAFLEUR et UKEIWE l'ont dit en livrant leurs pensées sur M. PONS.

Au nom de quoi agissent-ils ? De la pire des démagogies. Ils invoquent le coût de la démocratie, comme si celui-ci résidait dans le nombre de millions consacrés à l'organisation des élections !

Oseraient-ils tenir de pareils propos au Chili, où j'ai témoigné avec beaucoup d'autres au nom de l'Internationale Socialiste, là où le peuple a montré un indéfectible attachement à la démocratie ! Et à quel prix !

Que M. JUPPE réfléchisse au coût des dictatures. Il ne s'évalue pas en millions de francs dépensés. Il se mesure à la quantité de sang et de larmes gaspillés, à l'impuissance à construire l'avenir et finalement à la perte des chances d'un pays tout entier.



Ce referendum c'est un geste d'espoir que des Français de Nouvelle Calédonie demandent à la Nation française. Ceux qui, aujourd'hui sont résolus à refuser ce geste, ce sont eux qui autoriseraient demain les extrémistes de tous bords à choisir la pire des solutions : la violence, et en définitive l'éloignement de la France.

Il est des moments où chacun doit prendre ses responsabilités. Les socialistes s'engagent résolument auprès du gouvernement dans la campagne du "oui". Il appellent le peuple français à se mobiliser, à lutter contre cette stratégie de l'indifférence que certains leur suggèrent .

Ce referendum ne fige pas l'avenir. Il laisse ouvertes des solutions différentes pour la Nouvelle Calédonie. Le délai de 10 ans, prescrit par les accords ne constitue pas une manière de gagner du temps. Le calendrier est en soi un élément de réponse à la situation.

Un des grands mérites des accords de Matignon est d'avoir mis le souci du développement au même niveau que celui de l'indépendance. Dans dix ans, si la France honore tous ses engagements, il est possible que la Nouvelle Calédonie choisisse de rester française. Nous en serons très heureux.

Il est aussi possible qu'elle choisisse l'indépendance. Nul doute à ce moment là qu'elle gardera avec la Métropole des liens d'amitié et de solidarité, des liens d'interdépendance dont pourront s'inspirer les Etats du nord et du Sud. Nous ne pouvons prévoir ce que sera cette décision dans dix ans. Mais nous sommes certains, quoiqu'il arrive, qu'une voie nouvelle est d'ores et déjà ouverte afin d'instaurer des relations nouvelles entre les peuples.

Et de toutes façons, nous savons que la politique la plus dure, celle qui appellerait le pire, celle-là inexorablement mènerait à l'indépendance. Une indépendance qui se ferait dans la rupture et le déchirement. Nous le savons bien, nous Français. Et il nous faudrait recommencer ?

Indépendance, ou maintien dans l'ensemble Français? Il appartiendra dans dix ans aux calédoniens de se déterminer, de choisir librement et clairement leur destin.

Le contexte dans lequel ils exerceront ce choix, aura sensiblement évolué. Peut-être, la notion d'Etat sera-t-elle assez largement différente de celle que nous connaissons aujourd'hui. Des entités nouvelles se seront créées. L'Europe aura émergé. En Amérique Latine, en Afrique, dans le Pacifique sud, des liens de solidarité humains, financiers, commerciaux, culturels se seront tissés.



A l'aube du 21ème siècle, la raison autant que l'intérêt conduiront sans doute à privilégier ces formes de regroupement par rapport à la conception étroite des Etats que nous avons hérités du 19ème siècle.

C'est dans ce cadre que le choix de la Nouvelle Calédonie se posera. Il se posera à la Nouvelle Calédonie. Il se posera à la France toute entière, qui en réglant le statut de ces territoires éloignés trouvera l'envergure et le déploiement de sa politique mondiale.

Certes, nous avons conscience qu'il importe aujourd'hui de défaire des liens qui s'apparentent à ceux de l'époque coloniale. Injustices, inégalités émaillent encore trop souvent le rapport de la métropole avec les territoires. Cela doit changer. Les dispositions du Statut qu'il est demandé aux Français d'approuver constituent un élément de progrès presque sans précédent

Et ce que le droit ne règlera pas immédiatement, la détente et la volonté de vivre ensemble le feront évoluer au gré du temps et des expériences.

Le gouvernement de Michel ROCARD, choisissant le dialogue entre l'affrontement, en privilégiant l'expression des peuples intéressés, se situe dans la ligne tracée par la longue histoire des relations de la France avec l'outre-mer.

Déjà en 1956, une loi-cadre élaborée par Gaston DEFFERRE exprimait sa volonté d'accompagner par des mesures concrètes un grand mouvement d'autodétermination. L'époque et le contexte étaient bien différents, mais l'esprit était le même. Il s'agissait du respect de l'autre, même et surtout lorsque les convictions étaient antagonistes.

Gaston DEFFERRE, tout comme Alain SAVARY et Pierre MENDES-FRANCE, était alors accusé de "brader l'empire" par une extrême droite, par la même droite qui aujourd'hui nous accuse d'abandonner la Nouvelle Calédonie.

Les grands referendums d'autodétermination de 1958 et 1962 allaient dans le sens de l'histoire.

Celui du 6 novembre 1988 va dans le même sens.

Et que ceux des Français qui envisagent de s'abstenir le sachent dès maintenant : Ils regretteront demain de n'avoir pas participé à ce grand mouvement de notre histoire commune.

Comment à la veille de la célébration du bicentenaire de la révolution Française, ne pas se souvenir que la France n'est elle-même que quand elle offre au monde l'exemple de la défense des valeurs universelles de la démocratie et de la paix.

C'est bien d'être nombreux à célébrer les révolutionnaires de 1789, auteurs de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Mais c'est mieux encore quand on a l'occasion de s'inscrire dans leur sillage pour délivrer au monde le message de paix de la France.

En Nouvelle Calédonie c'est désormais le temps du défi. Les jeux ne sont pas faits.

La solidité de l'accord du 25 août dépend de la mobilisation le 6 novembre du peuple Français.

Ceux qui aujourd'hui appellent à l'abstention veulent en réalité l'échec de l'accord. Ils refusent les perspectives de paix. Ils sont animés par des vues partisans et passionnelles. Ils ont fait des erreurs. Au lieu de les réparer, ils les aggravent et en commettent de nouvelles.

Voilà pourquoi nous avons choisi l'offensive, car la démocratie suppose un minimum de clarté dans le débat.

Nous refusons de croire que la France serait devenue indifférente.

Qui peut croire que les Français se trouvent aujourd'hui accablés par la perspective de trop de scrutins. Trop de démocratie ne peut nuire à la démocratie. Ceux qui prétendent le contraire, ce sont ceux qui, sans l'avouer, se trouvent gênés par l'expression populaire.

Je suis confiant. J'appelle l'électorat socialiste à se montrer exemplaire. Et plus largement, j'appelle l'ensemble des Français à témoigner de leur volonté de paix en Nouvelle Calédonie et de leur foi dans les valeurs universelles de la démocratie.

Je les appelle tous à voter oui.

Je les appelle à se montrer généreux et solidaires en faisant le geste de voter.